

COMPTE RENDU DE LA REUNION D'UFR DU JEUDI 30 AVRIL AVEC LE PRESIDENT FILATRE

En l'absence de Guy Larroux, en jury de concours, et avec l'accord de Valérie Visa, voici un bref CR de la réunion de ce matin, qui s'est tenue de 8 h 30 à 11 h 30 au CROUS.

Tous les départements étaient représentés, ainsi que les BIATOS.

Le Président fait le point sur la situation, jugée « grave », et envisage l'enjeu du semestre :

- Situation actuelle : mouvement très dur et très long, initié par les enseignants chercheurs ; le premier semestre n'est pas clos (gel des notes) ; le second s'est à peine ou pas du tout tenu. Quelques cours ont eu lieu, mais il est impossible de savoir exactement, UE par UE, ce qui s'est fait ou pas. L'administratif se fait au château, dans des conditions très difficiles, l'essentiel est assuré, le Président remercie les personnels IATOS. Il condamne le blocage qui dure depuis le 6 mars et les violences et déprédations commises à la présidence ; c'est la première fois (des 7 blocages depuis 9 ans) que les grilles sont soudées, ce qui engage sa responsabilité pénale. La fermeture administrative d'une semaine a été décidée à la suite de vols de dossiers, y compris des personnels, dans les bureaux de la présidence. A la sixième semaine de blocage et à la dixième de grève, grande inquiétude pour les étudiants, surtout les 15 000 de licence, et parmi eux surtout ceux de première année. Problème d'image, de projets...

- on ne peut pas fermer les yeux sur les réformes, qui vont durer toute la mandature, car le mouvement obéit à une réelle détermination politique, et il y aura d'autres réformes. Pour D Filâtre, la seule solution est de concilier nos missions et le mouvement, rester vigilants, trouver une autre voie et faire des contre-propositions quant aux réformes.

- Semestre : validation impossible aujourd'hui ; on peut l'invalider, car le Président se doit de tout mettre en œuvre pour la validation, mais peut aussi constater qu'elle est impossible. Il est important que les enseignants disent aux étudiants qu'il faudrait opter pour une autre voie que le blocage ; les examens ne peuvent plus, déjà, se tenir en juin ; ils sont reportés en septembre ; et 2009-2010 est d'ores et déjà programmée en 2 semestres de 11 semaines, examens compris.

Pour nous, il y a eu des cours en février et début mars ; mais le principe d'équité doit être sauvegardé ; et de toute façon nous sommes tributaires du calendrier collectif pour les examens terminaux. Il faudra plusieurs jours pour rouvrir les bâtiments Candilis, ce qui retardera encore la reprise éventuelle.

Trois hypothèses de calendrier sont présentées ; la première, déjà caduque, permettait seule de faire l'an prochain des semestres de 12 semaines. Il aurait fallu reprendre les cours le 11 mai, jusqu'au 27 juin, passer les examens du 29 juin au 17 juillet, de 8 h 30 à 21 h tous les jours ; corriger entre le 18 juillet et le 23 août ; saisir les notes à partir du 24 ; la session 2 aurait lieu du 10 sept au 26, puis corrections et jurys, et rentrée le 26 octobre.

Scénario 2 : ouverture de la fac le 18 mai, reprise des cours le 25 jusqu'au 11 juillet ; préparation des examens à partir du 24 août ; 1^{ère} session du 31 août au 19 sept. ; deuxième session du 8 sept au 24 sept. ; corrections, jurys, etc. ; rentrée le 16 nov.

Scénario 3 : reprise des cours le 8 juin, jusqu'au 11 juillet (5 semaines); puis cours du 24 août au 5 septembre ; première session du 7 au 26 sept, de 8 h 30 à 21 h tous les jours ;

corr., etc. ; deuxième session du 15 au 31 octobre ; corr, jurys... ; rentrée le 23 novembre, et cours jusqu'à fin mai, avec des semestres de 11 semaines y compris les partiels.

Bien entendu, nul ne sait ce qui prévaudra... ! Déjà, il faudrait reprendre très vite, si les étudiants le votent ; leur dire que le semestre ne sera pas validé du tout si cela s'avère impossible. On ne le leur donnera pas sans une somme de cours et de devoirs suffisante. (ce n'est pas précisé ce matin, mais en principe il s'agit des deux tiers, 8 semaines sur 12).

Suivent les questions et prises de parole des collègues, et réponses du Président :

Expression de notre malaise ; le Président est pris pour un patron, à évincer... ; s'opposer aux réformes tout en défendant l'idée d'une troisième voie, et en assurant nos missions d'enseignement ; question sur le rôle du Président à la CPU ; long exposé en réponse, détaillant l'action menée par D Filâtre en tant que président de la commission de la pédagogie à la CPU. Les enseignants du secondaire veulent la mastérisation, car ils en tireront une évolution de carrière intéressante. Les universités catholiques veulent imposer leurs maquettes. La CPU s'est opposée aux réformes et a obtenu le non-examen **cette année** des maquettes. La sixième année (stage IUFM) devrait se faire en université, peut-être avec un mémoire. Nous n'avons que peu de marge de manœuvre par rapport aux enseignants du primaire et du secondaire qui sont favorables à la réforme.

Question du blocage : c'est suicidaire, c'est une fuite en avant, on ne le refuse pas assez nettement ; on envoie les étudiants en facs catholiques...

Question : peut-on reprendre les cours ? Ne serait-ce pas abandonner et accepter les réformes ?

– Non, car refuser une université néo-libérale nécessite de faire des contre-propositions, de se réunir et de mettre en place notre vision de l'université. Si on tient envers et contre tout on se saborde.

Question sur le décret sur les enseignants chercheurs : toutes nos activités doivent être prises en compte, contrairement au passé. Le recul du gouvernement sur la LRU et sur notre statut est net. Il faut dire quelle université nous voulons, face aux réformes.

(ici, mon CR est incomplet, car j'ai dû sortir une bonne vingtaine de minutes, ayant donné RDV à mes étudiants à 10 h 30. A mon retour, J Azéma terminait son intervention, je n'ai pas pu la noter.)

Question sur les maquettes de licence (et leur rejet dans notre département) ; voir le site CDUL, appel aux états généraux de la formation des enseignants, et réfléchir aux maquettes.

Question importante des BIATOS sur la précarisation, l'externalisation des tâches et le devenir de cette fonction publique. Réponse : certaines tâches doivent être externalisées et opérées par des spécialistes, notamment l'entretien. Il y a des diminutions d'effectifs, mais le Mirail a été la seule université à rendre 4 postes IATOS et deux d'enseignants, alors que les autres facs n'ont rendu que des postes d'IATOS. Tous les contractuels ne peuvent pas être gardés ; il y a un accord social global pour les IATOS, une somme importante est budgétisée.

Ensuite, le Président se retire, pour aller à une réunion pour la reconstruction, en nous assurant que le Mirail reste à ce jour doté de 310 millions d'euros pour sa reconstruction, ce qui est la somme la plus importante, mais la maintenance devra être dorénavant assurée par nous. M-Ch Jaillet répond ensuite à une autre question, puis la réunion se termine assez vite.